

RGPH 2014 : Le FPI exige la démission de Mabri Toikeusse

On se souvient qu'à l'issue de son Conseil des Ministres en date du lundi 05 Mai 2014, quasi-exclusivement consacré aux graves difficultés qu'a connu le déroulement du 4ème Rgph, le régime Ouattara avait averti l'opinion que tous ceux qui troubleront l'opération de recensement devront assumer leurs responsabilités, la loi punissant, selon lui, à la fois les entraves aux opérations statistiques et les mots d'ordre de boycott considérés comme un facteur de troubles à l'ordre public. Mettant à exécution cette conception autoritaire du pouvoir du Rdr, le commandant de la section des recherches du commandement supérieur de la Gendarmerie a interrogé, le jeudi 08 mai, de 10h à 19h 30 à la demande du procureur de la République, et en présence de deux (02) substituts du procureur de la République, le président Pascal Affi N'Guessan, les Vice-présidents Marie-Odette Lorougnon et Kodjo Richard ainsi que le Secrétaire Général du Fpi, Laurent Akoun. Outre ces quatre personnalités, les forces de l'ordre ont interpellé, après gazage, une vingtaine de militants et sympathisants du Fpi dont Sam l'Africain, les députés Wayou Claude et Diomandé Mami.

Qu'il s'agisse du premier groupe ou du second, les auditions ont tourné autour du 4ème RGPH et de la gravité de son boycott. Au regard de ce qui s'est passé ce jeudi 08 mai 2014 et de ce qui se passe depuis novembre 2013, période à laquelle le Gouvernement a soumis au Fpi le dossier Rgph-2013 pour appréciation et proposition, le parti de Laurent Gbagbo se dit profondément choqué et indigné par cette énième brutalité crapuleuse, qu'il condamne avec la dernière énergie. En effet, prenant à son compte bien des exemples de reports d'opération de recensement à travers le monde, motivés par des raisons d'ordres historique, politique, technique, psychologique et réglementaire, le Fpi avait émis de fortes réserves quant à la faisabilité et à la fiabilité du 4ème Rgph.

Les questions suivantes ont été adressées au gouvernement, à savoir :

- Est-il politiquement correct, moralement décent et techniquement sérieux de vouloir conduire, de façon solitaire, dans l'impréparation et la précipitation, une opération de recensement digne de ce nom ?

- Est-il normal d'engager une si importante opération de développement dans un pays traumatisé, divisé et occupé par des milices venues de partout et au service d'un régime ségrégationniste, incapable de réconcilier sa population et prônant le rattrapage ethnique ? - Est-il juste de conduire une opération de recensement en faisant l'impasse sur l'absence de milliers de nationaux, déplacés de guerre ou en exil, qui vont se trouver de fait spoliés de leurs biens et de leurs terres au profit de millions de soi-disant apatrides, une fois l'opération achevée ?

Au lieu de battre en brèche techniquement les arguments du Fpi, le pouvoir a opté, comme à son habitude, pour un passage en force à coups de prestidigitations médiatiques, d'amalgames politiques et de diabolisation du Fpi pourtant désireux de comprendre le bien fondé du lancement du 4ème Rgph.

Avec le recul, trois faits aident à assurer que tout est désormais clair.

D'abord, l'échec cuisant d'une opération menée en dépit et contre tout bon sens. Là-dessus, le Fpi a constaté un taux de rejet de 90% du 4ème Rgph par la population.

Ensuite, le régime a peur d'assumer les conséquences de sa propension à mépriser son opposition en menant unilatéralement une opération d'intérêt public, largement financée par des partenaires extérieurs de plus en plus gênés et gagnés par le doute. Enfin, le but inavoué du recensement étant la naturalisation de 3 000 000 d'apatrides, véritable bétail électoral pour Alassane Ouattara, le régime devient manifestement nerveux et fébrile, trouvant inacceptable qu'un tel « projet de développement », pour ne pas dire forfaiture soit contrarié ...

C'est donc pour masquer une véritable escroquerie technique, morale et politique, que le Rdr a cherché et trouvé son bouc émissaire habituel, le Fpi, responsable depuis toujours à ses yeux de tous les maux de la Côte d'Ivoire dont l'échec patent du 4ème Rgph.

Sur la base de ce qui précède, le Fpi

- 1- Condamne la mauvaise foi et la propension du Rdr à fuir le dialogue responsable, pour privilégier les interrogatoires dans les brigades de Gendarmerie, les commissariats de Police et les cabinets des Procureurs ;
- 2- S'insurge contre l'humiliation infligée à ses dirigeants dont le Président du Parti ;
- 3- Condamne avec la dernière énergie les intimidations et les interpellations des populations qui avec raison ont décidé de s'abstenir massivement à participer à cette mascarade ;
- 4- Condamne la légèreté dont a fait preuve le ministre d'Etat Mabri Toikeusse, en engloutissant des sommes énormes dans un projet dont l'échec était prévisible ;
- 5- Exige la démission immédiate du ministre d'Etat Mabri Toikeusse ;
- 6- Exige que toute la lumière soit faite sur l'utilisation des fonds alloués au Rgph 2013 à travers un audit financier et technique crédibles ;
- 7- Réitère son appel à l'arrêt de cette opération d'entêtement crapuleux, sa reprogrammation dans un cadre politique consensuel et de meilleure maîtrise technique ;

En tout état de cause :

- le Fpi demande aux organisations internationales (UNFPA, Bureau des Statistiques) de ne pas reconnaître, ni valider cette mascarade de Rgph en cours depuis le 17 Mars 2014. Les Amis de la Côte d'Ivoire doivent se rendre à l'évidence que le régime Ouattara est un pouvoir antidémocratique et autoritaire qui, dans les faits, porte atteinte à l'ordre public, aujourd'hui et demain.
- Décide de convoquer ses instances dirigeantes (Secrétariat Général, Comité Central) en sessions extraordinaires afin de prendre les décisions d'actions appropriées face à la menace que fait planer le pouvoir Ouattara sur ses dirigeants, ses militants et l'ensemble de la population.

Fait à Abidjan, le 9 mai 2014

Le Secrétaire Général & Porte-parole

Laurent AKOUN